

## Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

FBA/CH/2010-351

Groupe de Subdivisions : UT 21

Subdivision : 3

Nom de l'inspecteur : Fatiha BEN ADDI

Date de l'inspection : 18 mai 2010

Type d'inspection : ☐ approfondie ou ☒ courante ou ☐ ponctuelle  
☒ inopinée ou ☐ annoncée  
☒ planifiée ou ☐ circonstancielle

### Détail des circonstances :

Plainte à l'encontre de la société Autocasse ACYCLEA située dans l'éco-zone de la commune de Saint Apollinaire

**Société** Autocasse ACYCLEA  
**Commune** Saint Apollinaire  
**Activité** Traitement de véhicules hors d'usage et de déchets d'équipements électriques et électroniques

A

### Liste des installations inspectées :

Le broyeur ainsi que la zone de stockage des véhicules assurances et véhicules hors d'usage

**Thèmes :** Avancement des travaux suite à la visite d'inspection qui avait eu lieu le 20 octobre 2009

**Référentiels de l'inspection :** Articles 6.1.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2007

### Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

M. Alexis SCHMID - Responsable R&D et RQSE  
M. Mathieu DZIUDZIEK - Responsable vente export magasin

### Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

Le site a été repris récemment par la société PRAXY.

Le rapport de mesures acoustiques en date du 08 février 2010 qui a été transmis à l'inspection le 11 février 2010 conclut que les émissions sonores du site sont non conformes en limite de propriété, et ne fait état d'aucune non conformité en zone à émergence réglementée.

Une étude d'impact acoustique et d'insonorisation du site en date du 16 avril 2010 réalisée par la société SERAC a été présentée à l'inspection lors de la visite, celle-ci conclut également que :

- les émergences mesurées chez le riverain sont conformes,
- les valeurs en limite de propriété dépassent les valeurs réglementaires admissibles.

Une cartographie sonore, ainsi qu'un relevé tridimensionnel de l'installation afin de dimensionner la charpente qui va être mise en place, sont à l'étude et en attente de validation par le groupe PRAXY. En effet la difficulté vient du fait de construire un mur antibruit qui permette l'accès au caisson de broyage. Les travaux de construction ne débiteront qu'après validation des études par le groupe PRAXY. Cette cartographie tridimensionnelle a pour but d'optimiser le placement du mur et les interactions de celui-ci sur le bon fonctionnement de l'outil qui emploie actuellement 25 personnes selon l'exploitant.

Bien que l'inspection avait demandé par courrier du 24 décembre 2009 que les travaux soient avancés et terminés au 30 juin 2010 (la construction de ce mur était également prévue dans le dossier de demande d'autorisation), il a été constaté lors de la visite d'inspection que les travaux de construction du mur antibruit n'avaient toujours pas commencé.

Suite à l'inspection, et par courrier du 04 juin 2010 l'exploitant explique que :

- l'étude réalisée par SERAC propose un devis proche du demi-million d'Euro pour la réalisation d'un dispositif performant. Aussi cette installation demande avant sa réalisation, certaines études complémentaires pour la faisabilité technique,



- de plus, des opérations de maintenance effectuées quotidiennement sur le broyeur ne seraient plus envisageables avec un mur comme celui proposé par la société SERAC.

Au regard de ces éléments, il semble que l'exploitant poursuive sa démarche qui vise à rendre conforme ses installations aux engagements pris dans la demande d'autorisation et rappelés lors de la réunion du 18 septembre 2009, et à limiter la gêne occasionnée pour les riverains.

En effet, par courrier du 29 juin 2010, il s'est engagé à limiter la plage horaire de fonctionnement du broyeur (du lundi au jeudi seulement, de 8 h 30 à 16 h), à arrêter son broyeur à compter du 1 août afin de construire le mur anti-bruit. Le broyeur sera arrêté jusqu'à la fin de ces travaux.

Ces points sont repris dans les propositions de suites

**Suites envisagées :**

Propositions au préfet.

**Liste des documents établis suite à la visite :**

Fiche de conclusions de visite

propositions de suite


lettre à l'exploitant

lettre au plaignant

**Date et signature du ou des inspecteurs :**

Le 01 juillet 2010

L'Inspecteur des Installations Classées



Fatiha BEN ADDI